

Communiqué de presse –Le Siracusa International Institute est engagé dans la promotion de l'État de droit, la protection des droits de l'homme et la lutte contre la criminalité organisée en Italie et dans le monde entier. **Bilan des activités 2017 et nouveaux programmes 2018.**

Syracuse, le 23/03/2018 - Syracuse, capitale mondiale de l'instauration de l'État de droit et la défense des droits de l'homme. C'est l'image qui ressort, en marge du bilan de l'année 2017, des activités du **Siracusa International Institute for Criminal Justice and Human Rights**– le nouveau nom adopté par l'ISISC – fondation dont le siège est situé à Syracuse depuis 1972 et qui jouit d'une excellente réputation à l'échelle internationale dans le secteur de la recherche et de la formation juridique depuis sa création. Il joue un rôle de plus en plus actif également dans le développement de nouvelles formes de lutte contre les principales activités illicites des groupes criminels transnationaux. La synthèse du bilan des activités de l'Institut de l'année dernière est reportée ci-dessous : - 37 activités organisées ; - 2 939 participants représentant 75 pays et plus de 30 universités ; - Collaboration avec 46 nouvelles organisations ; - 17 activités organisées auxquelles ont participé 1 200 personnes. Ces résultats montrent une tendance de développement impressionnante pour l'Institut dans l'ensemble de ses secteurs d'activités (formation de haut niveau, assistance technique et recherche), preuve de l'énorme volume de travail accompli et du prestige international indiscutable dont il jouit, confortée par la signature de nombreux accords de coopération institutionnelle à l'échelle nationale et internationale. Parmi les activités organisées en 2017, il y a en particulier : 1) La réunion d'experts de haut niveau sur « Le commerce illégal et les crimes afférents » visant à développer des solutions juridiques face à un phénomène aussi complexe et multiforme que le trafic illicite. Grâce à cette réunion, différents rapporteurs et experts en provenance d'universités italiennes et étrangères, ainsi que des organisations et des institutions internationales, ont pu se rencontrer et confronter leurs idées. 2) Le programme de « Formation des formateurs » sur les droits de l'homme, dans le cadre du projet « Assistance technique à l'appui du système juridique égyptien » auquel ont participé de nombreux juges, procureurs et fonctionnaires du bureau technique de la Cour de Cassation du pays. 3) Le cycle de trois réunions d'experts sur

« La lutte contre les médicaments contrefaits en Afrique francophone » à laquelle ont participé les représentants des Ministères de l'Intérieur et de la Santé de huit pays africains. L'objectif principal du projet a été de contribuer, du point de vue juridique et législatif, au renforcement de la lutte contre la contrefaçon de médicaments, phénomène qui menace aujourd'hui la santé de millions de personnes et qui constitue l'une des sources de revenus les plus rentables pour la criminalité organisée. Parmi les éléments susmentionnés, l'une des données particulièrement importantes est celle économique.

En 2017, les différentes activités organisées par l'Institut ont eu un impact considérable également sur la ville de Syracuse, grâce à la présence de près de 3 000 participants issus de 75 pays différents. La ville de Syracuse, la Province et la Région ont tiré des bénéfices économiques directs de plus de 800 000 euros liés principalement à des structures d'hébergement, aux services de transports locaux et aux activités de restauration. Il faut ajouter également à ceux-ci les revenus indirects, impossibles à calculer avec exactitude, mais probablement supérieurs aux bénéfices directs.

PROGRAMME 2018 En ce qui concerne l'année en cours, l'Institut a déjà lancé un calendrier d'activités bien rempli dans tous ses domaines d'intervention : **FORMATION** : la 18^e édition du cours de spécialisation pour jeunes pénalistes en droit pénal international et la 3^e édition du cours de spécialisation pour jeunes procureurs en coopération pénale internationale sont déjà programmées, respectivement entre mai et juillet. À ces activités s'ajoutent différents cours spécialisés réservés aux avocats en matière de droits de l'homme, un cours de spécialisation pour magistrats italiens (en collaboration avec l'École supérieure de la magistrature) et un cours de spécialisation en fraude alimentaire (en collaboration avec l'Université LUISS Guido Carli de Rome). **RECHERCHE/ASSISTANCE TECHNIQUE** : en 2017, l'Institut a lancé un projet très ambitieux et innovant sur le « Renforcement de la lutte contre le trafic illicite en Europe du Sud-Est ». Il s'agit d'un projet auquel participent pas moins de douze pays de la zone des Balkans et dont l'objectif est de mettre à disposition de nouveaux outils pour juguler ce phénomène à travers une approche intersectorielle prenant en considération toutes les dynamiques en présence et les facettes

de la problématique. Le projet, financé par le PMI IMPACT – une subvention globale de Philip Morris International créée pour soutenir des projets de lutte contre le trafic illicite et les crimes afférents -, est actuellement en cours et le travail se poursuivra jusqu'en 2019.

En 2018, l'Institut continuera également à soutenir la gestion scientifique et administrative de deux projets de jumelage administratif en Tunisie, tout comme un projet de jumelage financier de la Commission européenne portant sur le « *Renforcement de l'efficacité, de la responsabilité et de la transparence du système judiciaire et du ministère public au Kosovo* ». Il jouera également un rôle principal dans le projet intitulé « *Transfert des approches tournées vers la radicalisation dans la formation (TRAIN Training)* » visant à prévenir le phénomène de la radicalisation dans les prisons.

Press Contact The Siracusa International Institute for Criminal Justice and Human Rights:
Gabriele Pulvirenti, Communication Manager
g.pulvirenti@siracusainstitute.org - Phone: +39 0931 414 515, Cell: +39 3497119558



THE
SIRACUSA
INTERNATIONAL
INSTITUTE
for criminal justice
and human rights
